

# I. Aperçu



Visite de courtoisie de M. Jean Ping, Président de la CUA, au Premier ministre Naoto Kan en août 2010 (Photo : Cabinet du premier ministre)

Les avancées sont demeurées importantes en 2010, année qui se trouve à mi-chemin du suivi du Plan d'action de Yokohama de la TICAD IV. Ce rapport établit un bilan des avancées liées à la mise en œuvre des engagements pris par la TICAD IV entre avril 2008 et le 31 mars 2011 (y compris chiffres provisoires), en mettant notamment l'accent sur les développements obtenus en 2010. Le détail des activités de 2010 fourni par les partenaires respectifs chargés de la mise en œuvre sera mis à jour dans la base de données en ligne, publiée sur la page d'accueil du Ministère des Affaires Etrangères du Japon : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>.

La croissance a repris en Afrique après la pire récession que le monde a connu au cours des dernières années. D'après les estimations du rapport "Perspectives économiques en Afrique\*", le taux de croissance du continent devrait atteindre 5,2 % en 2011. Toutefois, plusieurs éléments pourraient avoir un impact imprévisible sur le développement durable en Afrique, à savoir la hausse de plus en plus préoccupante des prix alimentaires et du pétrole ainsi que la situation politique dans certains pays africains.

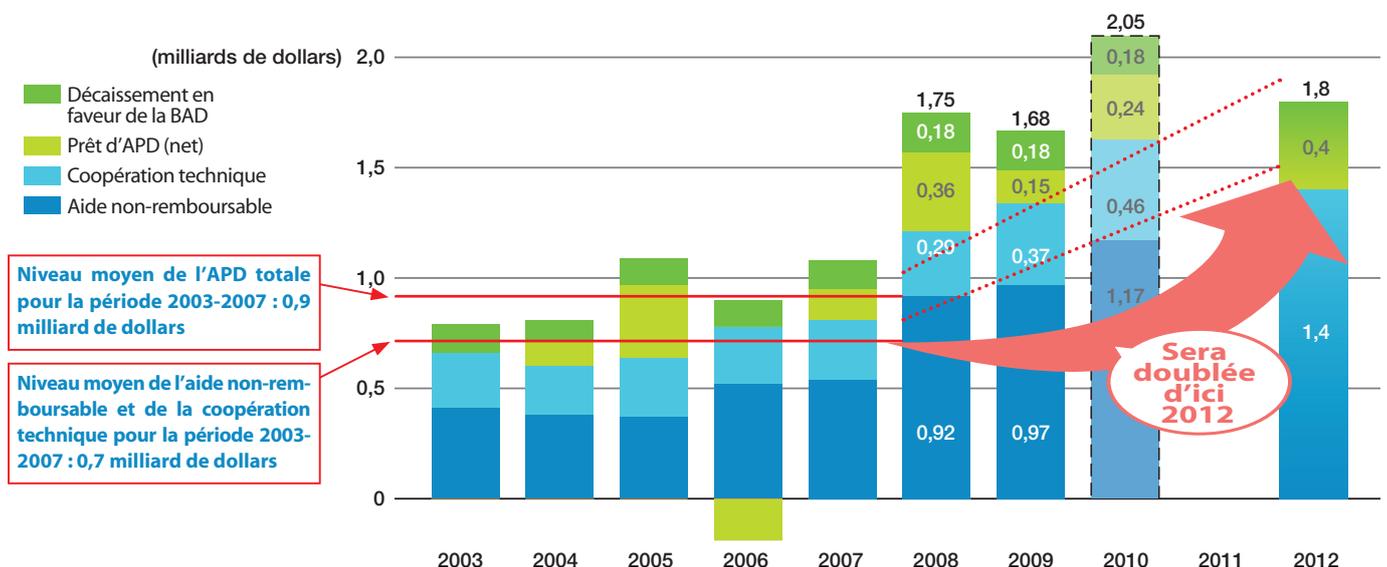
Consciente du rôle politique de l'Union africaine pour diriger et défendre certains aspects du développement africain, la Commission de l'Union africaine (CUA) est devenue un coorganisateur de la TICAD en 2010. A ce titre, la CUA continuera de promouvoir et de protéger l'intégration et le développement de l'Afrique afin de parvenir au développement global du continent, en travaillant en étroite collaboration avec d'autres coorganisateur et en coordination avec l'ensemble des partenaires de développement de la TICAD.

\*Publié conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), le Centre de développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UN-ECA).

## Aide publique au développement (APD) du Japon en Afrique

Le gouvernement japonais s'est engagé à doubler le montant moyen annuel de ses APD en Afrique, soit un montant moyen de 0,9 milliard de dollars sur la période 2003-2007, pour atteindre 1,8 milliard de dollars d'ici 2012. 1,68 milliard de dollars ont été déboursés en 2009, suivis de 1,75 milliard en 2008. De plus, le montant total déboursé en 2010 a atteint 2,05 milliards (budget provisoire), ce qui dépasse le montant fixé pour 2012. Le gouvernement japonais prévoit de fidèlement exécuter ses engagements compréhensifs faits à la TICAD IV.

### APD totale du Japon en Afrique en 2009, allègement de la dette non comprise



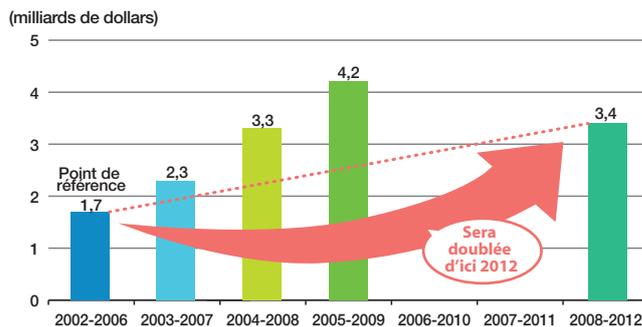


## Investissement direct du Japon en Afrique

La moyenne sur cinq ans des investissements directs du Japon en Afrique au 31 décembre 2009 a atteint 4,2 milliards de dollars, dépassant ainsi temporairement la promesse de doubler les investissements directs du Japon en Afrique pour atteindre 3,4 milliards de dollars d'ici 2012. Un exemple d'investissements importants en 2009 est celui du projet Ambatovy à Madagascar, qui concerne un des plus grands projets miniers conjoints du monde avec la participation du Japon (Sumitomo Corporation qui détient 27,5 %), de la Corée du Sud et du Canada financés conjointement avec AfDB, la JBIC et autre. Sumitomo a investi au total 1,2 milliard de dollars, dont environ 300 millions de dollars durant l'année 2009.

Même si le montant total pour 2010 n'est pas encore disponible, les perspectives sont prometteuses, avec des investissements à grande échelle en cours, tels que le rachat de la société sud-africaine Dimension Data par NTT (avec un coût total de rachat d'environ 270 milliards de yens).

### Niveau de l'investissement direct du Japon en Afrique (moyenne sur cinq ans)



### Niveau de l'investissement direct du Japon en Afrique (actifs en fin d'exercice)

Année	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Millions de dollars	1 232	2 052	1 628	1 332	2 701	3 895	7 325	5 734

(Source: JETRO)

\*Considérant que le niveau de l'investissement direct fluctue d'une année à l'autre, la moyenne du niveau sur cinq ans en fin d'année est calculée entre le point de référence (1,7 milliard de dollars) et l'objectif (3,4 milliards de dollars).

\*Égypte et Libye non comprises.

\*Le tableau comprend l'île Maurice, où l'on estime que la majeure partie de l'investissement est transférée vers l'Inde.



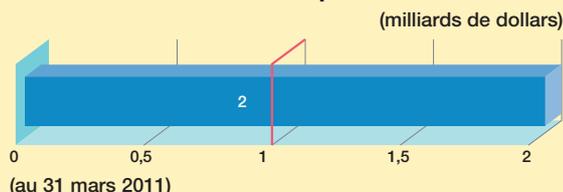
## État du développement africain et la seconde réunion ministérielle de suivi de la TICAD IV

Le taux de croissance de l'Afrique a été considérablement supérieur à celui des pays développés encore touchés par la crise mondiale. On estime à 4,9 % le taux de croissance global pour 2010, contre 1,7 % en 2009. D'après le rapport "Perspectives pour l'économie mondiale 2011" de la Banque mondiale, ce taux découle principalement des prix élevés du pétrole et des minéraux ainsi que de l'augmentation du taux de l'investissement direct étranger. Dans de nombreuses régions du continent, on a également observé une baisse du taux de pauvreté et des avancées vers les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

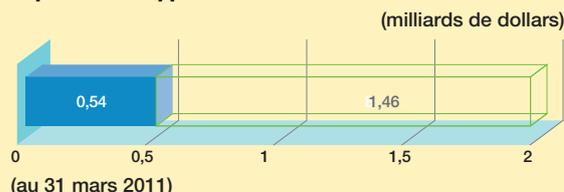
La seconde réunion ministérielle de suivi de la TICAD IV s'est tenue à Arusha (Tanzanie) en mai 2010, et elle a reconnu que des efforts consolidés de la part des pays africains et des partenaires au développement s'avéraient nécessaires pour que l'Afrique retrouve son taux de croissance record d'avant la crise, qui s'élevait à 5,8 %. Le gouvernement japonais a communiqué les intentions et les inquiétudes de l'Afrique aux sommets du G8 de Muskoka et du G20 de Toronto en juin 2010. Des mesures concrètes annoncées par le Japon lors de la réunion, destinées à stimuler la reprise économique suite à la crise, ont été mises en place comme l'indiquent les chiffres suivants.

### État des mesures de soutien japonaises annoncées à Arusha (mesures mises en œuvre jusqu'en mars 2011)

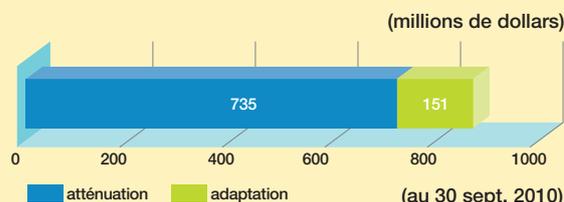
- Apporter une assistance d'environ 1 milliard de dollars pour la santé de la mère, du nouveau né et de l'enfant et dans d'autres domaines concernant les OMD entre 2010 et la prochaine réunion de suivi.



- Exécuter des projets d'infrastructures jusqu'à 2 milliards de dollars au cours des deux années à venir, grâce à des prêts d'aide publique au développement (APD).



- Apporter une assistance dans le domaine du changement climatique (mise en œuvre du Financement accéléré du Japon destiné aux pays en développement jusqu'en 2012) en vue de resserrer les liens entre le Japon et les pays africains pour l'établissement du prochain plan sur le changement climatique après 2012.





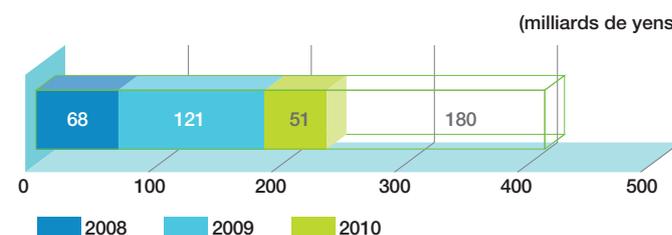
## Mécanismes financiers

L'octroi de prêts d'APD japonais par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a continué de progresser en 2010, dans la suite des résultats de l'année précédente. Environ 57 % (239,7 milliards de yen) du montant cible maximum avait été engagée au 31 mars 2011. La majeure partie du prêt d'APD engagée est destinée aux énergies renouvelables (32 %), puis à l'électricité (18 %), au transport (18 %), au développement du secteur privé (15 %), à l'eau et à l'assainissement (9 %) et à l'agriculture (5 %).

Suite aux progrès de l'année dernière, les financements par la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) se poursuivent favorablement. Plus de 2,1 milliards de dollars, soit environ 85 % de l'objectif fixé, ont été accordés au 31 mars 2010 comme l'indique le graphique ci-contre ainsi que la liste des nouveaux projets pour 2010 (voir page 9 pour plus d'informations). Le projet d'usine de la campagne national du textile en Angola a été signé par Marubeni Corporation (coût total : environ 25 milliards de yens) en novembre 2010. Il vise à contribuer à la revitalisation du secteur textile en Angola grâce à la rénovation et la reprise de la production des trois usines de textile existantes. Environ 3 000 nouveaux emplois doivent être créés d'ici la réalisation complète du projet en 2013.

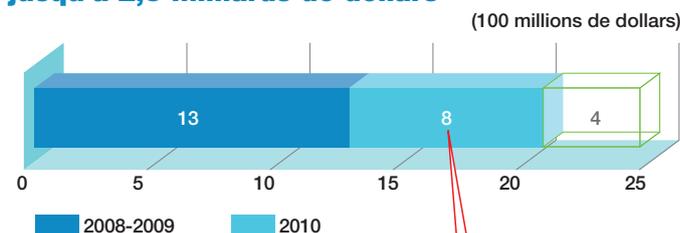
Les engagements du Groupe Banque mondiale envers les pays africains subsahariens se sont élevés à 13,85 milliards de dollars pour l'exercice 2010, comprenant 7,2 milliards de dollars en crédits de l'IDA, 4,3 milliards de dollars de financement par la BIRD, 2 milliards de dollars par l'IFC, et 345 millions de dollars en garanties de la MIGA. 3 milliards de dollars des fonds de la BIRD et de l'IDA sont destinés aux pays d'Afrique du nord.

### Progression des engagements du prêt d'APD Japonais jusqu'à 4 milliards de dollars (420 milliards de yens)



\*Basé sur les Échanges de Notes (au 31 mars 2011)

### Progression des engagements du prêt de la JBIC jusqu'à 2,5 milliards de dollars



\*Basé sur le montant du prêt (au 31 mars 2011)

- **Projet de raffinerie ERC en Egypte (crédit-acheteur)**
- **Projet de rénovation d'une usine de la campagne national du textile en Angola (crédit-acheteur)**
- **Projet de construction du métro en Egypte (crédit-acheteur)\***

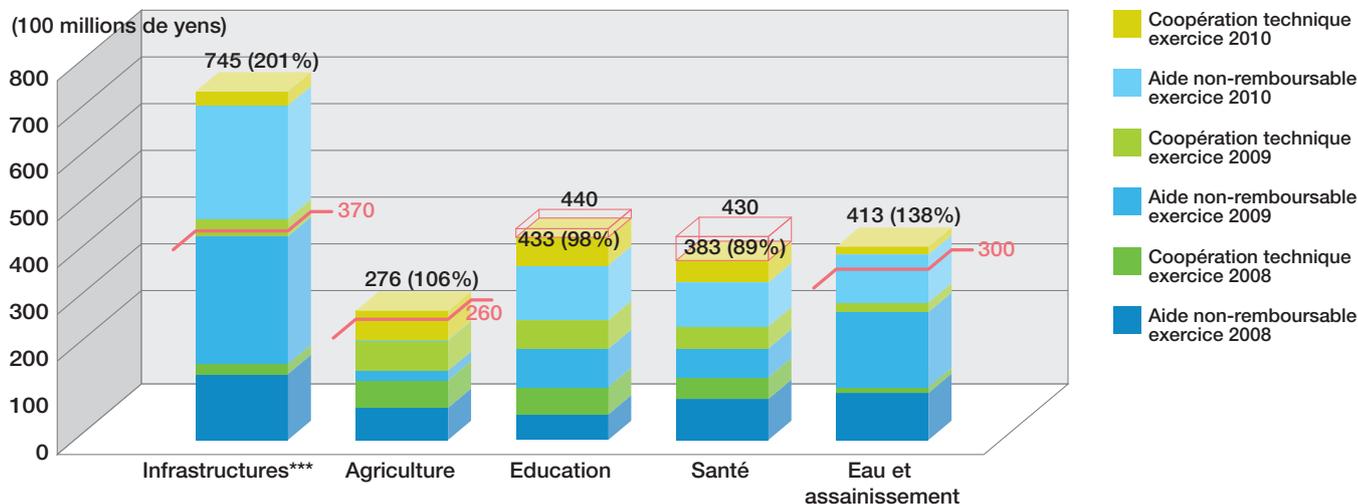
\*Voir page 9 pour les détails du projet



## Analyse par secteur

Les progrès de réalisation des objectifs du YAP en matière de subvention et de coopération technique ont été satisfaisants dans les cinq secteurs, dans le prolongement des bons résultats de l'année dernière (voir ci-dessous). Après le secteur des infrastructures, qui avait déjà atteint ses objectifs l'année dernière, deux autres (eau et assainissement, et agriculture) ont également dépassé leurs objectifs cette année tandis que l'éducation et la santé sont en bonne voie pour atteindre au cours de la troisième année des résultats supérieurs à ceux fixés pour 2012 (données au 31 mars 2011). Des progrès supplémentaires sont attendus pour 2011.

### Progression de l'aide non remboursable et de la coopération technique par secteur (voir détails sur le tableau correspondant à chaque secteur)



\*Aide non-remboursable exercice 2010 : Basé sur les Échanges de Notes (au 31 mars 2011) (comprend les chiffres provisoires de l'aide non-remboursable pour le Projet de sécurité des droits de l'Homme et les projets d'ONG japonaises de janvier à mars 2011)

\*\*Coopération technique exercice 2010 : estimation basée sur le montant total des exercices 2008 et 2009

\*\*\*A l'exclusion de l'aide pour les sous-secteurs de l'irrigation et de l'eau